

Le second numéro de la revue *Urbanités* aborde une question qui se veut ultra-contemporaine, celle de la crise. La *crise* est devenue le mot-clé récurrent de toute actualité, le concept privilégié pour évoquer les maux dont nous sommes touchés. Il nous semble d'abord essentiel de comprendre sous quelles formes et selon quelles modalités cette nébuleuse de problèmes – puisqu'il y a définitivement *des* crises – à la temporalité et la spatialité imprécises, se matérialise et se déploie dans les villes. Il faudrait ensuite se pencher sur les solutions proposées, dans le contexte urbain, pour lutter contre les effets néfastes induits et oeuvrer à une sortie de crise.

Territoires, temporalités et échelles de la crise

La façon dont on aborde la crise est souvent désincarnée et *a fortiori* déterritorialisée. Si les mécanismes – notamment économiques – qui la régissent en sont parfois explicités, ce qui nous intéresse ici c'est la manière dont elle prend forme dans les territoires, et notamment ceux des villes. Les territoires de la crise sont autant ceux qui sont affectés par elle, qui en portent les stigmates, comme les quartiers touchés par les saisies immobilières (*foreclosures*), que ceux qui abritent la lutte contre la crise, comme les espaces publics pris d'assaut lors d'émeutes de la faim ou des mouvements tel qu'*Occupy*. Il serait bon de s'interroger sur la morphologie et le fonctionnement de ces territoires qui prennent les formes variées de pôles, de réseaux, de marges, d'espaces publics, d'espaces éphémères etc. La question de leur représentation pourra aussi être abordée : quelles sont les images de la crise, que nous disent-elles des villes contemporaines ?

Mais si la crise est souvent déterritorialisée, n'est-elle pas aussi conçue selon une temporalité de plus en plus vague, désignant finalement des problèmes structurels, bien plus qu'un paroxysme ? Le terme de crise a pour vocation d'insister sur l'intensité et la circonscription temporelle des phénomènes visés, comme c'est le cas dans l'acception physiologique du terme – crise d'asthme, de nerf, d'épilepsie – et par extension dans son acception politique. Pourtant, la « crise urbaine » désigne par exemple une situation d'inégalités socio-économiques associée à des disparités spatiales, et non pas une situation critique circonscrite dans le temps. D'où une nécessaire interrogation sur la temporalité de la crise en ville : Quand commence et quand finit la crise ? Comment y articuler cycles courts et cycles longs ? Comment organiser, accélérer la sortie de crise ? L'évocation de crises précédentes (par exemple la crise de 1929) pourrait ouvrir des pistes de réflexion. La crise est aussi censée rompre un état d'équilibre. Il faut interroger ce dit-équilibre qui façonnerait nos horizons d'attentes de la ville post-crise. À quoi correspond-t-il, à une ville aménagée de manière cohérente et fonctionnelle ? satisfaisante pour toutes les classes sociales ?

Enfin, la spécificité de la crise aujourd'hui est aussi sa nouvelle échelle, qui est globale. Les économies nationales ont acquis un niveau d'interdépendance jamais atteint faisant de la crise économique et financière une crise mondiale, même si certains pays sont plus touchés que d'autres. Derrière la crise apparaît ainsi la question de l'articulation entre les échelles globales et locales. Comment ces mécanismes se manifestent-ils à l'échelle urbaine ?

Types de crises et solutions

La réflexion appelle au préalable un travail de définition et de délimitation des crises évoquées : crise économique et financière ; crise urbaine ; crise immobilière ; crise sanitaire ; crise environnementale ; crise alimentaire etc. Ce travail devrait permettre d'isoler des problèmes précis et des champs d'action à privilégier. Comment la crise économique – notamment celle de 2008 et sa jumelle, la crise des *subprimes* – touche la ville ? Quelles formes prennent ces symptômes : endettement, politiques d'austérité urbaines induisant coupes budgétaires et restriction des services municipaux ? Quelles solutions proposées pour lutter contre les effets nocifs et quelle manœuvre des acteurs engagés dans ce processus : plans d'aménagement et marketing urbains, pratiques alternatives (*crowdfunding* ; retour de petits métiers ; entraide ; troc), initiatives citoyennes (jardins

communautaires ; banques alimentaires) ? Ces questions peuvent aussi permettre de revenir sur la notion de *crise urbaine*, concept spécifique des *urban studies* états-uniennes, et dont le sens gagnerait à être déplacé sur d'autres terrains géographiques.

On assiste aussi à une planétarisation de la crise environnementale, visible à travers certains phénomènes comme la pollution de l'air, le trou dans la couche d'ozone, le changement climatique. Comment ces crises environnementales et sanitaires se manifestent-elles en contexte urbain ? L'ouragan Sandy à New York ; l'épisode de la grippe aviaire ; les récents pics de pollution atmosphérique à Pékin ; les cadavres de cochons déversés charriés par la rivière Huangpu à Shanghai sont autant d'exemples récents de ce type de crise qui méritent d'être interrogés.

Les formes fictionnelles choisies par la création artistique pour aborder la crise dans la ville, et le futur de cette ville en crise, via les utopies, les uchronies, la création d'univers post-apocalyptiques, méritent aussi d'être explorés.

De la crise en ville à la ville en crise : *quid* des modèles urbains ?

Urbanités s'intéresse dans ce second numéro aux lieux, aux temporalités, aux modalités de la *crise en ville*. Et à ce qui en résulte, c'est-à-dire une *ville en crise*, au sens de modèles urbains ou d'urbanités en crise, donc à repenser. Ainsi, les villes en crise économique et *a fortiori* démographique, – comme les *shrinking cities* – qui perdent des habitants, nous invitent à repenser le développement urbain sur un autre modèle que celui de la croissance et à penser des sorties de crise par le développement de modèles urbains alternatifs. De même, la crise environnementale, marquée par la finitude des ressources, invite à réorienter le développement urbain vers le modèle de la durabilité en développant par exemple les modes de transports en commun, en augmentant la densité du tissu urbain ou en créant des systèmes alimentaires urbains locaux.

Modalités de soumission

La proposition comprendra un résumé d'une page maximum (5000 à 7500 signes, espaces, notes et bibliographie comprises), nom, prénom, statut et email.

Elle est à envoyer à l'adresse : revue.urbanites@gmail.com

Calendrier prévisionnel :

Retour des propositions : 10 juillet 2013

Acceptation du comité de rédaction : 30 juillet 2013

Retour des articles complets : 30 septembre 2013

Publication du dossier : fin octobre 2013